

21 juin 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'emploi et la croissance, les modèles économiques, américain et européen, la lutte contre la drogue et la criminalité, le vieillissement de la population et l'aide à l'Afrique, Denver le 21 juin 1997.

LE PRESIDENT.- J'espère que vous avez récupéré du décalage horaire. Je ne sais pas si vous avez remarqué que Denver est une ville où les gens sont particulièrement aimables, chaleureux et accueillants, cela m'a beaucoup frappé.

- Alors ce Sommet se déroule, et n'est pas terminé. Il a pour vocation de traiter des grands problèmes de notre société, d'échanger des expériences, ce qui est important, et d'adopter lorsque c'est possible, et c'est souvent possible, des orientations.

- S'agissant des problèmes économiques qui ont été étudiés par les ministres des finances et de l'économie, au cours des réunions des chefs d'Etat et de gouvernement, nous avons examiné les problèmes, dans la suite de Lyon, de la mondialisation et de ses conséquences sociales. L'emploi a été tout naturellement au centre de nos discussions, dans le domaine de l'emploi et de la croissance, la situation entre nos pays est contrastée, mais nous sommes tous confrontés aux problèmes de chômage, de précarité, et donc au problème de la cohésion sociale.

- Il y a une amélioration, elle est très forte aux Etats-Unis, comme chacun le sait, et elle arrive en Europe, c'est en tous les cas le sentiment de la plupart des observateurs ou des experts. Alors comment faire pour avoir une croissance qui répond à nos objectifs essentiels relatifs à l'emploi et à la cohésion sociale ? Il nous est apparu qu'il fallait mettre en exergue un certain nombre de principes, que vous retrouverez naturellement dans le communiqué.

- D'une part favoriser une croissance non inflationniste, cela va de soi, d'autre part poursuivre la baisse des déficits publics qui est à l'évidence l'une des plaies du monde moderne, en tous les cas de la plupart des grands pays modernes, poursuivre les réformes structurelles, c'est-à-dire continuer à moderniser nos pays, nos économies, notre fonctionnement.

- On ne peut pas vivre indéfiniment sur les mêmes systèmes ou les mêmes règles et enfin réduire les obstacles à la création d'emplois, c'est-à-dire diminuer les charges, diminuer les contraintes administratives qui pèsent sur ceux qui travaillent et sur ceux qui produisent. De ce point de vue, notamment à l'heure du déjeuner, nous avons eu un échange de vue très intéressant sur le rapport de M. Prodi en ce qui concerne le rôle, dont tout le monde a conscience qu'il est de plus en plus important, des entreprises petites et moyennes. C'est ainsi, nous-a-t-il semblé, que nous pourrions bénéficier d'une croissance dont nous espérons en Europe, dont nous pensons en Europe, qu'elle repart pour renforcer les solidarités et renforcer la cohésion sociale.

Deuxièmement, nous avons évoqué naturellement, un élément essentiel qui, de l'avis de tous, est indispensable dans le cadre d'une politique de croissance et d'emploi, c'est la monnaie unique européenne, l'Euro, qui a fait l'objet d'un jugement très positif que vous trouverez dans le communiqué.

- La déclaration des Sept, je pense que vous l'avez déjà ou si vous ne l'avez pas, vous allez l'avoir d'un instant à l'autre en français, comporte évidemment beaucoup d'autres points importants sur

lesquels je pourrai le cas échéant revenir.

- Je voudrais souligner un point, parce que c'est à l'initiative de la France qu'il avait été examiné au Sommet de Lyon, c'est l'amélioration des instruments permettant de garantir la stabilité financière dans le monde, en clair d'éviter les crises qui sont souvent dramatiques, et chacun a en mémoire la crise mexicaine.

- Voilà pour ce qui concerne l'économie dont vous verrez les détails dans le communiqué. Evidemment il y a eu d'autres sujets qui ont été traités, que vous aurez en synthèse demain à la fin de notre dernière réunion, que j'évoquerai simplement d'un mot. Ils ont été évoqués à Huit et je me réjouis que le G7 se soit transformé en G8 pour tous les problèmes de société avec la présence de la Russie.

- Nous avons examiné un certain nombre de questions dites globales, je ne sais pas pourquoi. La lutte contre la criminalité, là ce sont des domaines où véritablement des décisions concrètes sont prises, qui permettent, année après année, de renforcer nos moyens et nos méthodes de lutte contre la criminalité, je parle notamment de la grande criminalité, la criminalité internationale et la lutte contre le trafic de drogue, même réflexion, et j'ai tenu à insister, comme je l'avais fait à l'occasion d'un voyage en Amérique latine à La Paz, sur le fait que l'on ne pouvait pas dire dans ce domaine, qu'il y avait des bons et des mauvais, les producteurs de drogue et les consommateurs, la responsabilité des drames liés à la drogue aux uns et aux autres, s'il n'y avait pas de consommateurs, il n'y aurait pas de producteurs et réciproquement. Il y a donc une action convergente et concertée qui doit être faite aussi bien chez les producteurs que chez les consommateurs.

- La lutte contre la corruption, naturellement liée à la grande criminalité, le problème des maladies infectieuses, et en particulier du Sida, c'est un phénomène qui nous inquiète. Résurgence des maladies infectieuses pour un certain nombre de raisons est un phénomène qui nous inquiète beaucoup et sur lequel nous avons pris un certain nombre de décisions, également d'ailleurs dans ce cadre pour accélérer la recherche de façon à lutter plus efficacement contre le Sida.

- A l'initiative du Japon, le début d'une prise de conscience et d'une étude d'un phénomène important qui est le vieillissement des populations et leurs conséquences. Je veux dire, nous sommes de plus en plus dans un monde où l'on vit plus longtemps, et surtout plus longtemps en bonne santé. Ceci a pour conséquence deux évolutions qui changent ou qui changeront profondément la société. La première évolution, c'est naturellement que faire et que peuvent apporter ces personnes âgées jeunes, c'est un grand problème, et deuxièmement quelles sont les conséquences sur l'évolution sur nos régimes d'assurance maladie et de retraite.

- Nous n'avons fait qu'aborder ce problème cette fois-ci, mais c'est un des sujets sur lesquels le G7 aura à approfondir ses réflexions et à échanger ses expériences.

Nous avons naturellement évoqué le problème de la sûreté nucléaire et notamment l'Ukraine et le financement de la fermeture de Tchernobyl qui pose encore quelques problèmes, en raison d'une position qui a été condamnée, je dois le dire, par l'ensemble des Huit, des positions de la BERD, puis enfin les problèmes d'environnement où là il y a eu une vraie divergence de vues, entre d'une part les Européens, et d'autre part les Américains, pas le Canada, les Etats-Unis. Vraie divergence de vues dans le domaine de l'émission des gaz à effet de serre, les Américains étant, vous le savez, les pollueurs les plus importants de ce point de vue, que pour ce qui concerne la déforestation. Nous attendons depuis maintenant près de 7 ans. Nous avons pris la décision de faire une Convention pour la protection des forêts dans le monde et cette Convention n'a toujours pas été mise au point.

- Alors il y avait, de la part des Européens et des Américains, deux points de vue très divergents qui ont justifié des discussions difficiles, des rédactions successives, et pour tout dire, on n'est pas encore tout à fait d'accord, ni tout à fait au point. Mais je me réjouis que le point de vue des Européens se soit déjà imposé, je dirais à 80 % et nous irons probablement au-delà.

Nous avons enfin examiné les grands dossiers internationaux, comme chacun l'imagine, le Proche-Orient, nous avons fait part de notre vive inquiétude sur la situation actuelle, la Bosnie, je

pourrais faire à peu près la même réflexion, et l'Afrique, sous le double aspect de l'aide au développement qui est incontournable et qui doit être poursuivie et si possible amplifiée et non pas réduite ou remise en cause - nous étions là dans le droit fil des réflexions de Lyon -, et d'autre part sur le plan politique.

- Voilà les brefs comptes-rendus de longues réunions et je suis naturellement tout prêt à répondre à vos questions, le ministre des finances aussi.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans la presse américaine, il est beaucoup question du modèle économique américain. La presse souligne les bonnes performances de l'économie américaine, alors est-ce que, comme elle le suggère parfois, la France devrait s'inspirer du modèle économique américain, je pose la même question au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez d'abord, la presse américaine a cette caractéristique, d'ailleurs sympathique, qu'elle est toujours extraordinairement élogieuse quand il s'agit des Etats-Unis, toujours. Oui je ne plaisante pas tellement parce que je pense que c'est un élément d'optimisme, de dynamisme, que c'est la caractéristique d'un peuple qui en veut. Alors c'est comme cela, mais ce n'est pas pour autant que l'on doit la prendre au pied de la lettre, j'en dirais autant d'ailleurs de la presse française bien entendu.

- Alors deuxième observation : est-ce que la France doit adopter le modèle américain ?

Naturellement pas. Chacun a son modèle. Les Etats-Unis sont une grande Nation qui ont une situation économique dans un moment donné, elle-même donnée. C'est un pays qui n'a pas du tout les mêmes structures sociales, les mêmes traditions, les mêmes exigences que nous. C'est un système de cohésion nationale qui est différent du nôtre, et qui est beaucoup moins marqué que le nôtre par le phénomène d'intégration qui, chez nous, a forgé l'histoire de notre pays et de notre peuple et donc, je veux dire, chacun a son modèle.

- Lorsque j'avais obtenu la réunion du premier Sommet du G7 sur l'emploi en mars 1996, où j'avais déposé le mémorandum sur le modèle social européen, c'était précisément pour dire : nous avons le plus grand respect pour les autres, nous ne critiquons pas. Chacun voit le soleil à sa fenêtre, mais nous, nous avons des traditions, un modèle, et nous entendons nous y tenir. Et nous souhaitons qu'il soit pris en cause par l'ensemble des Européens, notamment au niveau de l'Union européenne.

- Je ne critique pas les Américains, mais je n'ai pas du tout le sentiment que nous devons adopter leur modèle. Je pense que M. Strauss-Kahn, n'a pas une réponse très différente à faire, mais je lui laisse volontiers la parole.\

M. STRAUSS-KAHN.- Non, je n'ai rien à rajouter à ce que vient de dire le Président de la République. Je suis convaincu qu'il y a un modèle européen, qui est légèrement différent selon les pays d'Europe, mais qui, en fait, est beaucoup plus proche qu'on ne le croit de la Suède à l'Italie et de l'Irlande à l'Allemagne, et ce modèle-là a aujourd'hui des difficultés sur un certain nombre de sujets, comme la croissance notamment et le chômage. A l'inverse, il est en bien meilleure forme que beaucoup d'autres parties du monde sur des questions qui touchent aux inégalités ou à la cohésion sociale dont il vient d'être fait état. Et notre problème, ce n'est pas de dire, puisque notre modèle a des difficultés il faut le jeter, c'est de le faire vivre et je suis convaincu que la construction européenne notamment, est un des moyens de faire que ce modèle européen retrouve ses couleurs sur les sujets sur lesquels il est aujourd'hui un peu en retard, c'est clair.

- Nous avons une zone de chômage plus forte qu'ailleurs, mais ce n'est jamais une bonne manière de combattre que de choisir de revêtir d'intimider l'adversaire.\

LE PRESIDENT.- Le Chancelier Kohl a dit une chose que j'ai trouvée très juste tout à l'heure. J'évoquais dans cet esprit le fait que nous avons des convictions et que nous considérons que la mondialisation était inéluctable, qu'elle était sans aucun doute quelque chose qui pouvait être très positive, à condition qu'elle soit socialement maîtrisée. Alors Helmut Kohl a pris la parole et a dit : "l'homme politique allemand pour lequel j'ai le plus de respect, était le Chancelier Erhard parce qu'il avait, a dit Helmut Kohl, conçu une doctrine économique, appliqué cette doctrine et l'Allemagne en a recueilli pendant très longtemps les bénéfices. Il s'agissait de la doctrine de

l'économie sociale de marché. Et il a ajouté : au fond, l'idée est toujours la même, et il ne faudrait pas oublier le mot social et ne retenir que l'économie de marché". Voilà je rejoins tout à fait le point de vue d'Helmut Kohl dans ce domaine.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à propos du vieillissement, il semble que ce soit une grande préoccupation. Pour 2030, on envisage 50 % de vieux. D'ici 2030, si la croissance et l'emploi repartaient, est-ce que la question de l'immigration, d'une immigration dynamique pourrait être à nouveau d'actualité ?

- LE PRESIDENT.- Je me garderai bien de faire des projets à une telle échéance. Je voudrais dire simplement une chose, c'est que ces problèmes sont beaucoup plus complexes qu'on ne le dit et, comme toujours, on les traite généralement à grands coups de lieux communs. Le vieillissement est indiscutable. Le Premier ministre japonais, M. Hashimoto, qui a le pays, je crois dans lequel les gens vivent le plus âgé, rappelait que pour les hommes la moyenne d'âge maintenant est de 79 ans et pour les femmes 82 ans. Il a d'ailleurs ajouté, ce qui est vrai, que le Japon a pour caractéristique d'avoir le taux de fécondité qui tend vers le plus bas, et notamment vers le taux italien ou allemand. Donc, le vieillissement est indiscutable. Nous, nous sommes dans cette situation, heureusement moins mauvaise mais enfin ce n'est pas brillant non plus.

- Mais, alors, d'aucun d'affirmer, par là même, la ruine définitive de la société de faire des régimes de retraite, etc...

- C'est beaucoup plus complexe que cela, mais vous observerez que le vieillissement est la caractéristique de l'évolution actuelle, en gros trois mois par an. Mais que la période pendant laquelle on vit en bonne santé s'accroît plus rapidement encore que le vieillissement lui-même. Ce qui veut dire que le coût social du vieillissement, contrairement à ce qu'une analyse un peu superficielle pourrait faire apparaître, n'augmentera pas forcément et peut-être même diminuera au niveau notamment de la maladie. C'est donc un élément important à prendre en compte.

- Pour le reste, vous savez, on a vu qu'il y a des retournements importants en matière démographique. En quelques années, par une politique appropriée, la Suède a transformé complètement sa situation. Elle est passée d'un taux de 1,4 ou 1,5 à un taux de 2,2, c'est-à-dire le taux de remplacement complet de sa population, en quelques années, par une politique familiale active. Alors, les experts s'interrogent indéfiniment. Enfin, c'est la constatation que l'on peut faire. Et on ne peut pas du tout exclure qu'une politique familiale plus dynamique permettrait, en tous les cas à la France, et probablement aux autres, s'ils le jugeaient utile, de redresser leur situation dans ce domaine. Alors ne tirons pas, n'extrapolons pas sur l'immigration, ce n'est pas le sujet à l'ordre du jour. Je voulais le dire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué tout à l'heure, une discussion sur la croissance. Est-ce que vous pensez que ce retour de la croissance en Europe sera soutenue ? Est-ce que vous pensez que cette croissance sera plus riche en emplois, et si oui, à quelles conditions ?

- LE PRESIDENT.- Plus riche en emplois, cela ne fait aucun doute. C'est vrai depuis dix ans et c'est vrai de façon très spectaculaire. Un point de croissance produit aujourd'hui deux fois plus d'emplois que ce n'était le cas il y a dix ans. Je donne ces chiffres, à titre indicatif, bien entendu. Alors, qu'elle soit forte ou ferme, je n'en sais rien. Je le souhaite et je ne peux pas vous l'affirmer. Les observateurs et les experts, tablent aujourd'hui sur une reprise de la croissance en Europe, et notamment en France. Voilà, je ne peux pas vous en dire plus.

- En tous les cas, il y a lieu d'être plus optimiste qu'on a l'habitude généralement de l'être. Voilà un modèle américain que l'on peut transposer utilement chez nous, qui est l'optimisme américain, et notamment celui des médias américains, de cela je suis tout à fait favorable au transfert de ce modèle chez nous.\

QUESTION.- Pourriez-vous répondre en Anglais, comment les dirigeants du Sommet vont résoudre les différences sur la façon d'aider l'Afrique ?

- LE PRESIDENT.- Comment les dirigeants du Sommet ont résolu - enfin résolu c'est excessif - disons ont abordé les problèmes de l'Afrique. Ils l'ont fait sur le plan économique et sur le plan politique. Sur le plan économique, c'était moi qui rapportais ce sujet, en confirmant ce qui avait

été dit à Lyon, c'est-à-dire l'impérieuse nécessité de ne pas diminuer l'aide publique au développement et de donner enfin aux organismes de Bretton Woods, les moyens nécessaires pour accompagner le développement des pays africains qui est loin d'être modeste. L'Afrique, globalement depuis cinq ou six ans, connaît un taux important de croissance de l'ordre de 4 % à 5 %. Et pour la première fois dans son histoire, en tous les cas dans son histoire connue, ce taux est supérieur au taux de progression démographique.

- Je veux dire qu'il y a une amélioration globale de la situation en Afrique, ce qui m'a permis, une fois de plus, de plaider contre l'afro-pessimisme. Je dois dire que, bien soutenus par un certain nombre de nos partenaires, les conclusions et les engagements qui ont été pris en ce qui concerne notamment l'AID de la Banque Mondiale et la FSAR du Fonds Monétaire ont été très positifs. Donc, contrairement à ce que l'on avait pu craindre, il n'y aura pas de désengagement économique.

- Nos amis américains avaient envisagé une sorte d'initiative tendant à jouer sur les droits de douanes à l'importation en Afrique, mais ceci n'a pas été retenu et puis on a évoqué l'Afrique sur le plan politique, naturellement avec l'ambition d'aider autant que faire se pouvait, l'enracinement de la démocratie et la stabilité dans ces pays africains.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit que la seule vraie divergence que vous aviez constatée entre Européens et Américains, traitait de l'environnement.

- LE PRESIDENT.- Non, non, je n'ai pas dit cela. J'ai dit que pour l'environnement il y avait une vraie divergence. Je n'ai pas dit que c'était la seule, parce qu'il y en a un certain nombre.\

QUESTION.- Alors pour venir aux autres divergences, est-ce que vous pourriez faire l'état du sentiment que vous avez de la question, par exemple de l'élargissement de l'OTAN tel que vous en avez discuté ou également de la question de la Bosnie, qui a été au centre des discussions où il semble ne pas y avoir tout à fait la même perception de ce qui doit arriver, d'ici un an ou au delà, entre les Européens et les Américains ?

- LE PRESIDENT.- La Bosnie a été l'objet de notre premier débat. C'était au dîner de travail d'hier soir et c'était moi qui étais le rapporteur. Je n'ai pas vu de divergence de vues entre les Américains et les Européens pour ce qui concerne la Bosnie. Nous sommes tous d'accord pour l'application intégrale de Dayton, formalisée dans les accords de Paris. Nous sommes tous solidaires dans l'exigence d'une certaine pression à exercer sur les parties pour qu'elles y mettent un peu du leur. Nous souhaitons, naturellement, que les élections se passent convenablement, les municipales et les nationales, l'année prochaine. Non, on ne peut pas dire qu'il y ait une divergence de vues entre les Américains et les Européens.\

LE PRESIDENT.- Alors, sur l'élargissement de l'OTAN, il en est différemment puisque, comme vous le savez, les Européens, pas seulement la France, souhaitent l'élargissement à quatre ou cinq pays, en vérité à cinq : c'est-à-dire les trois que personne ne conteste, plus la Slovaquie et la Roumanie. La France ayant mené campagne en faveur notamment de la Roumanie, mais aussi de la Slovaquie et pour des raisons qui leur appartiennent, les Américains ont déclaré, il y a quelques jours, qu'il faudrait limiter l'élargissement à trois.

- Alors au cours de l'entretien bilatéral que j'ai eu avec le Président Clinton, j'ai renouvelé mon point de vue sur ce point, et je le ferai d'ailleurs à nouveau à Madrid, mais pour le moment, la situation est la suivante : la quasi totalité des Européens sont favorables à un élargissement à quatre ou cinq, en tous les cas la Roumanie. Je ne me souviens plus quelle est la position du Canada, il me semble qu'elle est également favorable, j'en suis même certain, les Etats-Unis y sont défavorables. Voilà, les divergences de vues.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je vais poser ma question en anglais. Pourriez-vous peut-être décrire comment était la discussion entre les dirigeants concernant cette question du modèle américain et du modèle européen ? J'étais fasciné par votre anecdote à propos du Chancelier Kohl. Pourriez-vous décrire un petit peu comment s'est passée la discussion sur cette question ?

- LE PRESIDENT.- Je me demande, je crois que vous comprenez tous l'anglais, ici certainement. Il n'y a pas eu de discussion sur le modèle américain et le modèle européen. C'est vous qui avez posé la question, donc je vous ai répondu, naturellement. Mais il n'y a pas eu de discussion.

Nous ne sommes pas là, les uns pour porter un jugement sur le modèle américain, les autres pour porter un jugement sur le modèle européen. Il n'y a eu aucune discussion. Chacun des modèles a ses mérites et ses justifications.

- QUESTION.- Monsieur le Président, en parlant de l'Afrique, quelle position prenez-vous sur la force multinationale au Congo que Monsieur Annan a aujourd'hui proposée au Conseil de Sécurité ?

- LE PRESIDENT.- Je suis très favorable. Vous savez la France est très favorable et pas seulement la France. Nous sommes tous très favorables à une force multinationale en Afrique. Je vous rappelle que nous avons été à l'origine de la première force multinationale, celle qui est déployée avec six pays à Bangui, en Centrafrique, qu'on appelle la MISAB et dont la France assume la totalité du coût et qui n'est pas partie dans la force, c'est une force exclusivement africaine mais la France assume la totalité du coût de cette force et bien entendu la France est favorable - j'en ai d'ailleurs parlé avant hier avec le Premier ministre - la France est favorable à la constitution d'une autre force africaine pour ce qui concerne le Congo, une force africaine, pas une force franco-africaine, même si nous sommes prêts à discuter de l'aide logistique et matérielle que l'on pourrait apporter à cette initiative.

- Je vous remercie.\